



Les salariés d'Areva craignent pour leur avenir

Par Ugo Petropoulos, le 26 Janvier 2016

C'est une cérémonie des vœux au personnel un peu spéciale qui s'est déroulée ce mardi après-midi à Jeumont, où les salariés d'Areva étaient conviés à écouter le discours et le bilan de la direction. En début de cérémonie, environ $\frac{3}{4}$ de l'assistance s'est levée et a quitté le centre culturel de Jeumont, avant le discours du directeur du site. Les salariés n'ont pas voulu participer au « jeu de dupe de la direction », nous confiait Jean-Luc Hulin, représentant syndical CGT. "Les salariés ont décidé de ne pas écouter le discours de la direction tant que la direction ne voulait pas entendre les revendications des salariés".

85 intervenants seraient fusionnés aux 600 employés basés à Chalon. Ce transfert va aussi causer des problèmes organisationnels selon les délégués syndicaux: actuellement, suivant les besoins, les salariés d'une unité pouvaient aller renforcer l'autre unité, à charge de la direction de Jeumont de rendre les arbitrages. Demain, il faudra passer par la direction générale. L'unité intégrée, où tous les corps de métier se trouvaient sur un même site, modèle auparavant vanté par la direction nationale, ne sera plus qu'un lointain souvenir.

A cela s'ajoute l'affaiblissement de l'unité de fabrication puisque les 105 suppressions de

poste la concerne majoritairement, "alors que l'on est en sous-production" fulminent les syndicats qui dénoncent du coup le recours aux intérimaires alors qu'un plan de sauvegarde de l'emploi et de départ volontaire est en préparation.

Ce mardi les syndicats sont organisés un référendum symbolique à propos



de la direction jeumontoise: sur 141 votants, 126 ne croient plus en elle pour élaborer un plan d'avenir pour le site...
Revendications concernant évidemment la restructuration touchant le site de Jeumont et qui implique 105 suppressions de poste, principalement dans l'unité de fabrication (MLME) et le transfert de 85 salariés à Chalon-sur-Saône, de l'unité de maintenance (IBJ) qui intervient dans les sites nucléaires. Un plan qui fait bondir les salariés à plusieurs titres.

A propos du transfert, les syndicats y voient une dilution et une perte du savoir-faire jeumontois en matière de maintenance, où les